Schweizerische Nationalkommission JUSTITIA ET PAX
Commission nationale suisse JUSTICE ET PAIX
Commissione nazionale svizzera GIUSTIZIA E PACE

TÄTIGKEITSBERICHT

2005

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Effingerstrasse 11, Postfach 6872, CH – 3001 BERN
Tel. 031 381 55 59 – Fax 031 381 83 49
E-Mail: info@juspax.ch

Das Wort der Präsidentin

Justitia et Pax : Nomen est Omen. Keine leichte, aber eine schöne Aufgabe, die Aufgabe unserer Kommission. Justitia et Pax hat den Auftrag, in Zusammenarbeit mit anderen kirchlichen und weltlichen Institutionen einen Beitrag zur Förderung der Gerechtigkeit und des Friedens innerhalb unseres Landes und in der Welt zu leisten. Ethische, soziale, politische und wirtschaftliche Fragen werden diesbezüglich studiert und bearbeitet. Im Tätigkeitsbericht erhalten Sie Einblick in unsere Arbeit. Die verschiedenen Themen und die unterschiedlichen Aufträge zeigen, wie vielfältig unsere Kommissionsarbeit ist.

Justitia et Pax hat eine Phase der Strategieentwicklung erfolgreich abgeschlossen. Daraus folgte an der diesjährigen Studientagung unser Entscheid, künftig das Thema „Demographischer Wandel – Verunsicherte Gesellschaft“ schwerpunktmässig zu bearbeiten und somit das Profil der Kommission entsprechend zu prägen. Verschiedenste aktuelle Fragen in der heutigen Gesellschaft werden wir mit diesem Thema bearbeiten können: unter anderem familien-, sozial- und gesundheitspolitische Fragen, aber auch Fragen des Arbeitsmarktes, der Integration von AusländerInnen etc.

Weitere Informationen und Einblicke erhalten Sie über die neu eingerichtete Hompage www.juspax.ch

Für die gute Zusammenarbeit, für das Wohlwollen und den grossen Einsatz danke ich allen Kommissionsmitgliedern, den beiden Sekretären Anne Durrer und Wolfgang Bürgstein und ihrem Team, allen, mit denen wir zusammenarbeiten, insbesondere unseren Geldgebern und den Vertretern der Schweizer Bischofskonferenz.

Sr Nadja Bühlmann
Sursee (LU), Januar 2006

Table des matières

Le mot de la présidente ***page 1***

Commission Justice et Paix ***page 3***
- Convention de prestations *page 3*

Dossier Droits humains ***page 4***
- Action des Eglises pour la Journée des droits humains *page 4*
- Institution nationale des droits humains *page 4*
- Révision de la Loi sur l'asile *page 4*

Révision de la Loi sur le travail / Travail dominical ***page 5***

Contacts internationaux ***page 5***
- Région des Grands Lacs *page 5*
- Justice et Paix Europe *page 6*

Représentations ***page 6***
- Eglise et Economie *page 6*
- Oeku – Eglise et environnement *page 6*
- Commission fédérale contre le racisme *page 7*
- Groupe de discussion Génie génétique *page 7*
- Commission de bioéthique de la CES *page 7*

Mandats de tiers ***page 7***
- Conférence des Evêques suisses

Secrétariat ***page 8***

Annexe 1 : Publications et exposés ***page 8***

Annexe 2 : Membres de Justice et Paix au 31 décembre 2005 ***page 10***

1. Commission Justice et Paix

La Commission s'est réunie à trois reprises, dont une dans le cadre de sa traditionnelle journée d'étude des 17 et 18 novembre. Avec quelques membres, nous avons conduit une réflexion stratégique pour clarifier le profil du travail de Justice et Paix. Lors de la journée d'étude, les membres de la Commission ont décidé de placer leurs réflexions futures sous le thème de « Mutation démographique – Société désorientée » (en allemand : « Demographischer Wandel – Verunsicherte Gesellschaft »).

Enrico Morresi a démissionné avec effet immédiat en avril, pour divergences de point de vue avec la Conférence des évêques (CES) et excès de discussions administratives au sein de la Commission. Deux membres arrivent au bout de leur mandat (douze ans) à fin 2005, Dominique Biedermann et Daniele Cattaneo. Deux autres ont annoncé leur démission : Hans Urs Wanner après huit années et Regula Schmitt-Mannhard après un mandat de quatre ans. Cette dernière a toutefois reconsidéré sa décision après la journée d'étude de novembre car le thème de travail des prochaines années se recoupe avec ses intérêts professionnels.

Lors de sa 270ème assemblée ordinaire de décembre 2005, la CES a élu huit nouveaux membres qui entameront leur mandat en janvier 2006 : Angeli-Busi Pietro, Gard Evelyne, Hofer Rudolf, Kisambu-Muteba Modeste, Perren Caroline, Schütz Pascale, Rossello Ruben et Unteregger Robert. La Commission, présidée par Sœur Nadja Bühlmann, comptera 22 membres dès 2006.

Olivier Dinichert a souhaité renoncer à sa fonction de membre du Bureau ; il reste toutefois membre de la Commission. A la suite de la situation de concurrence financière dans laquelle se sont trouvés Justice et Paix et l'Institut social du KAB dirigé par Thomas Wallimann, celui-ci s'est mis en congé provisoire du Bureau. La situation devrait se clarifier au début 2006.

- **Convention de prestations**

La conclusion d'une convention de prestations a été repoussée ; en effet, avec le rapport PaPriKa et les recommandations de l'expert pilotant la restructuration du secrétariat de la CES, nous avons reçu mandat mieux exploiter les synergies avec l'Oeku (Eglise et environnement) et l'Institut social du KAB. Nous avons publié, à la demande des instances de co-financement, une prise de position sceptique envers l'idée de concentrer Justice et Paix et le secrétariat de la Conférence des évêques à Fribourg. Par tous les contacts que nous soignons, avec de nombreuses ONG, avec nos partenaires des églises réformées et avec les milieux politiques, la Commission estime préférable que nous restions basés à Berne.

2. Dossier Droits humains

- **Action des Eglises pour la Journée des droits humains**

Avec nos partenaires, ACAT, Amnesty International et Pax Christi, nous avons retenu le thème de l'asile pour la documentation 2005 que nous avons envoyées à toutes les paroisses de Suisse (« Les requérants d'asile ont aussi des droits !). C'est en effet dans le domaine de l'asile qu'Amnesty et le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe observent une évolution inquiétante en Suisse. La Loi sur l'asile faisant l'objet d'une révision au Parlement, il ne nous a pas été possible, pour des raisons d'actualité puisque notre documentation est préparée pendant l'été, de joindre la traditionnelle pétition à notre action, ce que certaines paroisses ont regretté.

Nous avons dépouillé les questionnaires d'enquête joints à l'envoi de 2004. Nous estimons que 10 à 15% des paroisses font usage de notre documentation et qu'elles apprécient de pouvoir se baser sur un dossier qui leur est fourni. Nous avons décidé de rendre la documentation plus lisible en la soumettant à une mise en pages professionnelle. Le résultat a recueilli des échos favorables.

- **Institution nationale des droits humains**

Le groupe de travail a publié une brochure intitulée « Vers la création d'une institution crédible des droits humains en Suisse ». Il a également établi un projet précis avec un business plan, projet qui a été présenté aux médias et aux ONG lors d'une journée, le 24 novembre. Les participant-e-s à cette journée de réflexion ont conclu à la nécessité de créer une association de soutien regroupant des représentants de l'économie, des cantons et des communes et de la politique qui reprendra, avec plus de moyens, le mandat du groupe de travail. Ce dernier n'a pas encore statué sur son sort, une fois l'association opérationnelle.

- **Révision de la Loi sur l'asile**

Nous avons suivi, sur mandat de la CES, les délibérations sur la révision de la Loi sur l'asile durant l'année 2005 au Parlement. La révision a été acceptée en votation finale par les Chambres fédérales, le 16 décembre 2005. Une coalition d'ONG, sous la conduite de l'Aide suisse aux réfugiés, a fondé un comité référendaire qui soutient le référendum lancé contre cette loi. Justice et Paix, au nom de la CES, soutient le référendum car elle estime certains points inacceptables car violant les droits humains fondamentaux (non-entrée en matière en l'absence de documents d'identité, suppression de l'aide sociale pour les requérants déboutés, prolongation de la durée de détention en vue du refoulement).

3. Révision de la Loi sur le travail / Travail dominical

Mit der Erarbeitung des gemeinsamen Textes von SBK und SEK „Sonntag schützen, Gemeinschaft stärken“ war die inhaltliche Grundlegung für die Abstimmung zur Sonntagsarbeit geschaffen. Es folgten zahlreiche Stellungnahmen und Interviews in kirchlichen und gesellschaftlich-politischen Zeitungen und Zeitschriften sowie eine grosse Zahl von Vorträgen in vor allem kirchlichen Kreisen. Die Wahrnehmung der kirchlichen Position lässt sich nicht erst seit dem guten Wahlergebnis als deutlich und gut beschreiben.

Das Engagement von J+P in dieser Frage war hauptsächlich geprägt von einerseits Analyse der politischen Gegebenheiten und Erarbeitung kirchlicher inhaltlicher Positionen und andererseits konkretem „Einmischen“ in die politische Abstimmungsdebatte.

4. Contacts internationaux

- **Région des Grands Lacs**

Das Engagement von J+P Schweiz in Zusammenarbeit mit J+P Belgien und Holland in Zentralafrika konzentrierte sich auf die Fortsetzung der begonnenen Kooperation mit den J+P Kommissionen von Burundi, Congo, Ruanda und Uganda. Weiterhin geht es darum, einen Beitrag zu Frieden, Versöhnung und Wahrung der Menschenrechte zu leisten, vor allem in dem wir die Zusammenarbeit der dortigen Kommissionen in den genannten Ländern unterstützen und VertreterInnen die Gelegenheit bieten, Lobbyarbeit (Genf und Brüssel) und Trainingsprogramme (Den Haag) zu machen.

Die Einladung der KollegInnen aus der Region nach Europa, vor allem in die Schweiz, so hat es sich bisher gezeigt, bedarf frühzeitiger und umfassender Vorarbeit. Es ist wenig sinnvoll, wenn von 3 eingeladenen KollegInnen schlussendlich nur eine Person verspätet einreisen kann, zumal kurzfristige Absagen und Ausfälle zu Lasten von Cordaid in Holland gehen. So stellt sich auch die Frage, ob die Trainingsprogramme nicht besser vor Ort durchgeführt werden sollen.
Offen ist weiterhin die Frage von Wahlbeobachtern für die anstehende Wahl im Congo, vor allem für die Regionen im Osten des Landes, weil dort Missstände, Störungen und Unregelmässigkeiten am ehesten zu erwarten sind.
Die Planungen für 2006 sind noch abhängig von den Ergebnissen der Reise der Kollegin aus Holland nach Kinshasa.

- **Justice et Paix Europe**

Les secrétaires généraux des commissions européennes se sont réunis à Paris en mars, réunion à laquelle Wolfgang Bürgstein a participé. L'assemblée générale annuelle et les journées d'études ont eu lieu à Lisbonne, sur le thème de la migration. La présidence suisse de la Conférence européenne des commissions Justice et Paix, assumée pour trois ans par la Suisse, est arrivée à échéance et le président, Josef Bieger-Hänggi, a remis son mandat à M^{gr} Leo Schwarz, évêque de Trèves qui assumera la présidence pour l'Allemagne d'octobre 2005 à septembre 2008. En avril, Sonja Kaufmann, secrétaire générale qui avait été engagée pour épauler le président a démissionné. Christina Sasaki-Wallimann a repris le flambeau pour les derniers mois de la présidence suisse, et ce sans difficulté car elle avait déjà contribué à la préparation de l'assemblée de 2004 comme bénévole. La Commission a pris congé en novembre de M. Bieger et de M^{me} Sasaki en leur adressant ses vifs remerciements.

5. Représentations

- **Eglise et Economie**

Weitere Sitzungen des Beraterkreises wie auch des Plenums haben stattgefunden. Aufgrund des Ausscheidens einiger Mitglieder wurde die Frage neuer inhaltlicher Perspektiven und Zielsetzungen diskutiert. Der Kreis will an der bewährten Arbeitsweise (Beiträge und Diskussionen) festhalten. Publikationen für die breitere Öffentlichkeit sollen nicht im Mittelpunkt stehen. In der zweiten Jahreshälfte wurde die Frage nach den handlungsleitenden Werten in Wirtschaft und Kirche in den Mittelpunkt gestellt.

Vertreter der Katholischen Kirche in diesem Kreis sind Bischof Fürer und Abt Martin Werlen. Deren Berater sind Prof. Hans Halter und Wolfgang Bürgstein. Der Kreis umfasst zurzeit 10 offizielle Vertreter von Kirchen- und Wirtschaftsseite und 8 Berater.

- **Oeku – Eglise et environnement**

COTE, la dénomination française de l'Oeku a été abrogée au profit du sigle Oeku, dorénavant valable dans les trois langues. L'Oeku a obtenu un contrat de prestations pour les années 2006 à 2009, ce qui lui garantit une contribution financière de la part des instances de co-financement catholiques pour les trois années à venir. Un point marquant des activités 2005 a été la rencontre œcuménique des délégués à l'environnement des Eglises chrétiennes à Bâle.

En 2005, l'Oeku a préparé les célébrations de son 20ème anniversaire qui sera fêté le 13 mai 2006 à Soleure en mettant au concours un prix de l'environnement pour les paroisses.

- **Commission fédérale contre le racisme**

Alberto Achermann, membre de Justice et Paix, représente l'Eglise catholique au sein de la Commission fédérale contre le racisme qui a fêté ses dix ans en 2005.

- **Groupe de discussion Génie génétique**

En février, nous avons accueilli deux membres du groupe de discussion (Gerhard Schmid et Arthur Einsele) dans nos locaux pour un échange de points de vue sur le moratoire sur le génie génétique, soumis à votation en novembre 2005. Nous y avons convié Kurt Zaugg, responsable de l'Oeku puisque c'est l'Oeku qui suit les dossiers en lien avec l'écologie.

Le groupe de discussion s'est réuni à deux reprises : le 19 avril sur le thème des commissions d'éthique internes aux entreprises avec la participation de Hanspeter Schreiber qui préside celle de Novartis et le 4 novembre sur le thème de la transparence de la recherche clinique.

- **Commission de bioéthique de la CES**

La Commission s'est réunie à deux reprises en 2005, la représentante de Justice et Paix n'a malheureusement pas pu y participer, les dates étant déjà occupées par d'autres obligations.

6. Mandats de tiers

- **Conférence des Evêques suisses**

Nous avons élaboré les prises de position de la CES dans le cadre des procédures de consultation suivantes :

– Massnahmen zur Einhaltung der Reduktionsziele nach dem CO_2-Gesetz, 19. Januar 2005 (Stellungnahme der Oeku, die von mehreren kirchlichen Institutionen übernommen worden ist)
– Bundesgesetz über die Anwendung von Zwang im Ausländerrecht und beim Transport von Personen im Auftrag der Bundesbehörden (ZAG), 24. Februar 2005
– Personenfreizügigkeitsabkommen mit der EU (Bilaterale I), 25. September 2005
– Loi sur l'encouragement à la culture LEC (octobre)

Nous avons également proposé une prise de position à la CES sur la publication *Economic Briefing* du Credit Suisse consacrée à la politique familiale (octobre).

7. Secrétariat

Notre collaboratrice administrative depuis plus de 20 ans, Denise Bienz, a pris sa retraite à fin juillet 2005. Qu'elle soit ici remerciée pour son travail et sa fidélité à Justice et Paix.

Nous avons engagé à ce poste Chantal Brun qui avait assuré le secrétariat de la rencontre des jeunes et de la visite du Pape en juin 2004. Madame Brun a débuté son travail en septembre, à 40%.

Lors des deux dernières années, nous avions bénéficié de la collaboration d'Adrian Wettstein qui terminait en parallèle des études d'histoire à l'université de Berne. Adrian a réussi sa licence et mis fin, comme prévu, à sa collaboration avec Justice et Paix. Nous le remercions vivement et lui souhaitons plein succès dans sa vie professionnelle.

Anne Durrer a choisi de diminuer son temps de travail de 80 à 60% dès septembre. Béatrice Bowald, membre de la commission et spécialiste en éthique sociale assume, dès octobre, un mandat à 30% jusqu'en décembre 2005 puis à 25% dès janvier 2006.

Annexe 1 : Publications et exposés

Artikel / Articles

- Portrait d'Anne Durrer parus dans Treffpunkt (décembre 2005) et dans Sonntag (10.11.2005) (Christiane Faschon)
- Deux contributions dans le magazine et la documentation de l'Oeku *Un Temps pour la Création* 05 : Faim de santé dans un sens global, portrait de Sebastian Kneipp et « Comment allez-vous », réflexion sur la notion de santé (AD)
- *Die Verschärfung des Asylrechts als Herausforderung für die Kirchen?*, in: ZeSo Zeitschrift für Sozialhilfe 2/2005 (web)
- *Das Mass in der Ruhe*. Gedanken zur Zeitökonomie, in: oeku Nachrichten 3, 2005 (web)
- *Der Sonntag – Ausdruck unserer Mitverantwortung*, in: SwissShop Fachzeitschrift Detailhandel Schweiz, Juni/Juli 2005 (web)
- *Die Sonntagsruhe als Unterbrechung des übermächtigen Kreislaufs von Arbeit und Kommerz,* in: Kirche heute, 23. Oktober 2005 (web)
- *Der grössere Nutzen liegt in unserer bewährten Sonntagskultur*, in: kipa Woche, 4.10.2005 (web)

Publikationen / Publications

- Documentation pour la Journée internationale des droits humains « Les requérants d'asile ont aussi des droits » (collaboration)
- Vers la création d'une authentique institution des droits humains en Suisse, brochure et dépliant (collaboration)
- Sonntag schützen, Gemeinschaft stärken. Ein ökumenischer Beitrag der Kirchen zur Revision des Arbeitsgesetzes, hrsg. v. Schweizer Bischofskonferenz SBK und dem Schweizerischen Evangelischen Kirchenbund SEK, Gemeinsamer Text Nr. 3, Bern 2005 (web)

Vorträge / Exposés

- zahlreiche Vorträge zum Wert des Sonntags (web)
- Die Zinsfrage aus katholischer Sicht, Gesprächskreis Kirche und Wirtschaft, April 2005 (web)
- Zur Situation Wiederverheirateter Geschiedener in der Pastoral der Katholischen Kirche – Ein Beispiel eines Dilemmas, Gesprächskreis Kirche und Wirtschaft, November 2005 (web)

Autres

- Teilnahme an der ARENA-Sendung zur Sonntagsabstimmung (web)

Annexe 2 : Membres de Justice et Paix (au 31 décembre 2005)

Alberto Achermann	Bern	
Dominique Biedermann	Meinier	
Béatrice Bowald	Kriens	
Markus Brun	Basel	
Nadja Bühlmann*	Sursee	présidente
Daniele Cattaneo	Meride	
Olivier Dinichert*	Bern	
Georg Goetz	Herrliberg	
Norbert Hochreutener	Bern	
Carlo Knöpfel	Basel	
Henri Roduit	Monthey	
Marc Savary	Lausanne	
Regula Schmitt-Mannhart	Liebefeld	
Eva Segmüller-Weber	St. Gallen	
Thomas Wallimann*	Stansstad	en congé durant le 2ème semestre 2005
Hans-Urs Wanner	Küsnacht	
Rosemarie Zapfl-Helbling	Dübendorf	

Josef Bieger-Hänggi	délégué de la Commission à l'EXCO (Executive Committee, Conf. européenne des commissions Justice et Paix)

* *membre du Bureau*

<u>Secrétariat</u>

Béatrice Bowald, mandat de collaboratrice scientifique depuis le 1.10.2005 (30%)
Wolfgang Bürgstein, secrétaire (80%)
Anne Durrer, secrétaire (80% jusqu'au 31.8, 60% dès le 1.9)
Denise Bienz, adjointe administrative (30%) jusqu'au 31.7.2005
Chantal Brun, adjointe administrative (40%) depuis le 1.9.2005
Adrian Wettstein, adjoint administratif (10%) jusqu'au 30.9.2005